

Joni Lovenduski et Pippa Norris (dir.) : *Gender and Party Politics*

Manon Tremblay

Volume 7, numéro 2, 1994

Représentations

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057810ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057810ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tremblay, M. (1994). Compte rendu de [Joni Lovenduski et Pippa Norris (dir.) : *Gender and Party Politics*]. *Recherches féministes*, 7(2), 187–189.
<https://doi.org/10.7202/057810ar>

musiciennes, fondatrices d'écoles de musique et même cheffe d'orchestre. Francine Couture, plus près de nous, démontre comment Marcelle Ferron a pu, grâce au soutien du gouvernement du Québec, et à l'encontre des responsables de la Ville de Montréal, imposer une œuvre moderne – son verre-écran – dans le programme de décoration du métro, œuvre qui certes marque l'espace montréalais. Enfin, du côté de l'écriture, nous découvrons avec plaisir Marie Morin, auteure des *Annales de l'Hôtel-Dieu* (1659-1725), boudée par les historiens et réhabilitée par Chantal Théry, tandis que Lori Saint-Martin présente quelques écrivaines qui ont fait de la ville le support de certains de leurs écrits : Gabrielle Roy, Nicole Brossard, Francine Noël.

Les textes de la dernière partie portent davantage sur l'engagement politique des femmes sur la scène municipale et moins sur leurs stratégies à l'égard des différents problèmes urbains, contrairement à ce qu'annonce le titre. Chantal Maillé apporte une note positive en soulignant la percée des femmes dans les conseils municipaux des grandes villes canadiennes et québécoises. Même si on peut établir un parallèle entre cette percée et la perte de pouvoir des niveaux de gouvernement local, l'auteure préfère conclure que la ville représente un lieu d'accueil stratégique pour l'engagement politique des femmes. Au sujet des stratégies par rapport à la violence, Caroline Andrew nous rapporte l'expérience d'une vaste coalition de groupes de femmes pour créer, au niveau régional, un organisme travaillant sur la sécurité des femmes. Enfin, Léa Cousineau, présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal démontre comment les représentations faites par le collectif Femmes et ville et les alliances créées avec de jeunes professionnelles au service de la Ville ont été à l'origine des actions entreprises par Montréal pour faire de la sécurité des femmes une préoccupation au niveau municipal et régional.

Ainsi, *Les Bâtisseuses de la Cité* offre plusieurs sujets de lecture pertinents aux personnes intéressées par les questions urbaines dans une perspective féministe. La diversité des textes, tant dans les thèmes abordés, que dans la forme littéraire, suggère une lecture sélective à partir des Centres d'intérêt propres à chaque lectrice ou lecteur.

Nicole Brais
Département de géographie
Université Laval

Joni Lovenduski et Pippa Norris (sous la direction de) : *Gender and Party Politics*. Londres, Sage, 1993, 358 p.

Gender and Party Politics ne peut manquer de rappeler *The Second Electorate*, publié en 1981 par Joni Lovenduski et Jill Hills. En effet, il s'agit encore ici d'un ouvrage collectif qui regroupe des études de cas portant sur la participation politique des femmes dans différents pays du monde industrialisé. Pourtant, par-delà cette similitude, la problématique des deux ouvrages diffère d'une façon importante : si *The Second Electorate* s'inscrivait dans le giron de la mobilisation politique des femmes et de l'accès relativement récent des premières élues aux institutions démocratiques, *Gender and Party Politics* se donne pour objectif d'analyser les relations qu'entretiennent les femmes et les partis politiques. Alors que les femmes s'affirment plus nombreuses sur la scène

politique depuis le milieu des années 1980, comment expliquer qu'elles demeurent largement sous-représentées au sein des institutions politiques ? En outre, comment expliquer les différences entre les pays dans la représentation féminine au Parlement ? Lovenduski et Norris voient dans les partis politiques un élément de réponse à ces interrogations.

L'ouvrage est publié sous la direction de deux chercheuses britanniques reconnues pour leurs travaux passés sur la question de la participation politique des femmes. Il comporte 13 textes (dont l'introduction et la conclusion), et chacun constitue une étude de cas centrée sur un pays : l'Australie (Marian Simms), la Grande-Bretagne (Pippa Norris et Joni Lovenduski), le Canada (Lynda Erickson), la France (Andrew Appleton et Amy G. Mazur), l'Allemagne unifiée (Eva Kolinski), la République irlandaise (Yvonne Galligan), l'Italie (Marila Guadagnini), les Pays-Bas (Monique Leijenaar), la Norvège (Hege Skjeie), la Suède (Diane Sainsbury) et, enfin, les États-Unis (Barbara C. Burrell). L'introduction, assumée par Lovenduski, outre qu'elle présente l'ouvrage, analyse les demandes formulées par les groupes de femmes aux partis politiques. En conclusion, Norris se concentre sur les réponses fournies par les partis aux réclamations féministes.

En réalité, ce sont là les deux principaux axes d'analyse de l'ouvrage de Lovenduski et Norris. Comme il est clairement mentionné en introduction, *Gender and Party Politics* poursuit l'objectif de saisir de quelle façon le genre (*gender*) touche les partis politiques et, en retour, comment la nature de ces derniers résonne sur la représentation politique des femmes (p.3). Autrement dit, il s'agit de comprendre les stratégies des femmes à l'égard des organisations partisans en analysant les demandes exprimées par les femmes aux partis politiques et les réactions de ces derniers à ces réclamations. Chaque chapitre décrit brièvement le contexte et le système politiques du pays en question, ainsi que la place des femmes au sein de la vie partisane et politique.

Une conclusion importante veut qu'il existe une dynamique indéniable entre les demandes des femmes pour une représentation politique et les réponses des partis politiques : la manière dont un parti répond aux demandes des femmes dépend de la nature de ces demandes et des stratégies qu'elles utilisent. En fait, les partis expriment trois types de réaction : le discours sur l'importance de faire accéder plus de femmes au sein des institutions politiques (ce que Lovenduski nomme *rhetorical strategies*), puis les mesures d'action positive (par exemple en encourageant les femmes à se présenter comme candidates, en leur offrant un financement particulier), finalement des mesures de discrimination positive (sous la forme de quotas ou de places réservées aux femmes). La présence des femmes dans les partis et leur pouvoir dans ces structures donnent le ton à ce processus.

Gender and Party Politics représente une contribution incontournable à la compréhension de la participation politique des femmes dans les principaux pays industrialisés. Certes, l'ouvrage n'innove guère en partant d'un questionnement général largement abordé dans la littérature sur les femmes et la politique – à savoir les obstacles qui limitent l'accès des femmes aux institutions politiques. Pourtant, il a le mérite d'aborder cette thématique sous un jour nouveau, soit celui de la dynamique entre les demandes des femmes et les réponses des partis politiques. En fait, un tel point de vue revient à se demander si les attitudes des femmes – et des groupes de femmes – par rapport aux partis politiques pourraient expliquer la position de la gent féminine au sein des institutions

démocratiques. Lorsqu'on considère les conclusions du texte sur la Suède, la réponse tend vers l'affirmative. Pourtant, une telle façon de poser le problème ne peut manquer de nourrir (indirectement peut-être) l'idée selon laquelle les femmes sont en quelque part responsables de leur effacement des lieux du pouvoir politique.

L'ouvrage s'avère également d'importance en ce qu'il offre un modèle permettant de comparer le recrutement législatif dans différents pays. Il va sans dire que, en raison de la problématique même de l'ouvrage, les partis politiques se trouvent au centre de ce modèle, plusieurs de leurs composantes (dont l'idéologie et l'organisation) faisant l'objet d'un examen particulier. À l'extérieur des partis, ce modèle considère également le système politique, entendons la culture politique, les systèmes électoral et partisan et la compétition sur le plan législatif. Un tel modèle constitue non seulement une première tentative originale de comprendre d'une façon systématique les obstacles limitant l'entrée des femmes aux assemblées nationales élues, mais il met en évidence par ricochet les facteurs qui favorisent la participation politique des femmes, permettant ainsi de nourrir une stratégie féministe de conquête du pouvoir politique.

En somme, *Gender and Party Politics* offre des textes d'actualité, sur des pays pour lesquels nous disposons parfois de peu d'information en ce qui a trait à la participation politique des femmes (je pense notamment à la France, à l'Allemagne unifiée, à l'Irlande, à l'Italie et aux Pays-Bas). Dans la même ligne de pensée, quelques absences me semblent malheureuses, notamment la Suisse, l'Espagne et le Portugal, pays pour lesquels nous avons très peu de connaissances en ce qui concerne la présence des femmes dans les institutions politiques. Certes, on ne peut tout aborder dans un même ouvrage, chacun constituant souvent le fruit d'un nombre important de contraintes. C'est pourquoi il y a tout à espérer que *Gender and Party Politics* inspire d'autres travaux du genre, dans un domaine des sciences politiques qui se trouve actuellement en pleine expansion.

Manon Tremblay
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

Jill Vickers, Pauline Rankin et Christine Appelle : *Politics As If Women Mattered*. Toronto, University of Toronto Press, 1993, 347 p.

Dans leur ouvrage qui porte le sous-titre *A Political Analysis of the National Action Committee on the Status of Women*, Vickers, Rankin et Appelle visent deux objectifs. Le premier consiste à convaincre que le mouvement des femmes au Canada doit créer ses propres institutions « because the achievement of their goal of equality requires the organization of activity over a number of generations » (p. 4), ce qui explique que le National Action Committee (NAC) soit perçu comme une institution, qui plus est, une sorte de « parlement des femmes ». Le second est de contribuer à instaurer « a feminist political science that includes both the study of women's politics in autonomous movements and local groups and the study of women's conventional activities in official politics » (p. 5). Le résultat est une analyse du NAC, que les auteures refusent d'assimiler à une histoire de l'organisme, durant la période qui va de 1972 à 1988, ce qui